

**Le Monde, Vendredi 19 mars 1999** [recopié à l'époque par nos soins]

[https://www.lemonde.fr/archives/article/1999/03/19/l-essentiel-des-differences-qui-existaient-entre-l-unef-id-et-l-unef-a-disparu\\_3562830\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1999/03/19/l-essentiel-des-differences-qui-existaient-entre-l-unef-id-et-l-unef-a-disparu_3562830_1819218.html)

Carine Seiler, présidente de l'UNEF-ID

"L'essentiel des différences qui existaient entre l'UNEF-ID et l'UNEF a disparu"

Propos recueillis par Michel Delberghe

La présidente de l'UNEF-ID, Carine Seiler, prend position, dans un entretien au Monde, pour la "réunification" des syndicats étudiants. Au-delà de l'UNEF-ID et de l'UNEF, entre lesquels "les clivages d'autrefois se sont atténués", elle adresse cet appel à "toutes les forces du monde étudiant". "Les mesures tardent", estime-t-elle à propos des différents chantiers ouverts par Claude Allègre.

*"L'UNEF-ID et l'UNEF, pour la première fois réunies sur une même liste, ont remporté les élections à la MNEF avec 40 % des voix ( Le Monde du 12 mars). Ce résultat laisse-t-il présager d'autres rapprochements ?*

- Ce rapprochement, nous l'appelons de nos vœux. Les clivages d'autrefois se sont atténués. Concrètement, le mur de Berlin est tombé. L'essentiel des différences qui existaient entre l'UNEF-ID et l'UNEF a disparu. Nous appelons donc le mouvement à se réunifier et à se doter d'une structure unitaire plus puissante pour éviter une dispersion de ses forces.

*- Cet appel à la réunification ne s'adresse-t-il qu'à l'UNEF ou concerne-t-il également les autres forces associatives ?*

- Il s'adresse à toutes les forces du monde étudiant. La question est de savoir quelle serait l'identité de la grande UNEF qu'il s'agit de reconstituer. L'UNEF-ID se situe comme un syndicat de transformation sociale qui ne peut se satisfaire du statu quo. Il faut réformer le système d'aides sociales, réfléchir à la pédagogie...

Beaucoup reste à faire pour rendre notre université véritablement démocratique, qu'elle réduise les inégalités.

La cogestion est une autre idée forte. Les étudiants sont des citoyens. Il est inconcevable qu'ils ne participent pas à la prise de décision pour ce qui les concerne.

"Nous avons aussi un rôle d'organisation de jeunesse, d'intervention pour la défense des étudiants étrangers, contre l'extrême droite, parce que nous défendons des valeurs de solidarité, d'égalité des droits. Nous devons enfin répondre concrètement aux problèmes des étudiants, de défense, d'aide au quotidien et de service. Car ce qui manque à l'Université, ce sont des lieux de vie de citoyenneté, de vie culturelle. C'est pourquoi nous nous adressons aussi à toutes les associations locales, culturelles, d'étudiants étrangers... et tous ceux qui les fédèrent.

*- Sur quelles bases politiques devrait s'opérer cette réunification ? Cet appel ne risque-t-il pas d'apparaître comme une volonté d'hégémonie ?*

- Avec plus de 40 % des voix, l'UNEF-ID est aujourd'hui la première force chez les étudiants lors de toutes les élections nationales. Nous sommes déjà l'interlocuteur principal en milieu étudiant. Nous aurions pu nous satisfaire de cette situation et en rester là. Alors, on aurait pu nous reprocher notre hégémonie. Nous avons, au contraire, choisi de lancer un appel très large à l'unité pour reconstituer une grande organisation. Quand il n'y avait qu'une seule UNEF, dans les années 50-60, on ne critiquait pas son hégémonie.

- *Quelle appréciation portez-vous sur la politique de Claude Allègre à l'égard des étudiants ?*

- Claude Allègre a ouvert plusieurs chantiers. Beaucoup de pistes sont ouvertes, mais les mesures tardent. Le ministre a présenté un plan social en juillet 1998. Certes, le demi-tarif dans les transports en région parisienne a été mis en place. Mais quand va s'appliquer le maintien de la bourse en cas de redoublement ? Quand vont se réunir les premières commissions donnant une allocation d'étude à des étudiants en situation d'autonomie par rapport à leurs parents ? Qu'en est-il de l'exonération sur les droits d'inscription ? Ces mesures devaient être applicables dès la rentrée prochaine, mais aucune décision n'est prise. Les étudiants ont le sentiment que les engagements pris à leur égard n'ont pas été remplis.

- *Vous lancez une campagne de pétition sur la préparation du schéma des universités du troisième millénaire. Ses premières orientations vous paraissent-elles insuffisantes ?*

- Ce schéma prévoit de consacrer 25 % des crédits en faveur de la vie étudiante, qui sont loin d'être vraiment débloqués. Les étudiants sont exclus des premières discussions. Ce n'est pas acceptable. La seconde idée de ce schéma prévoit d'adapter les universités françaises pour les aider à affronter la concurrence internationale.

Certaines propositions qui émergent font état d'une volonté de regroupement autour de pôles forts. Elles nous paraissent dangereuses. Nous craignons la concentration des efforts de recherche sur quelques sites, dans les grandes universités, pôles européens ou à vocation mondiale, qui provoquerait un décrochage à l'égard des universités moyennes ou petites universités. Qu'en sera-t-il du principe d'égalité entre les étudiants ?

- *Où en êtes-vous des discussions sur l'harmonisation européenne ?*

- Le projet ressemble plus à une réforme des cycles universitaires franco-française. Quelle est sa finalité ? La discussion ne fait que commencer. Nous refusons toute application sans un cadrage national. Il ne peut être question d'accepter que chaque université décide, seule, ce que seront ces projets d'harmonisation européenne.

Si cette réforme peut permettre aux étudiants des cycles courts, DUT ou BTS, de trouver une inscription sans sélection, des débouchés ou de nouvelles possibilités de poursuite d'études, alors elle ira dans le bon sens. Si elle favorise l'ouverture des 3es cycles à tous les étudiants de maîtrise qui attendent de préparer leur insertion professionnelle, alors, là aussi, elle aura rempli son objectif."

Une rupture de l'après-68

Les deux syndicats d'étudiants UNEF-ID et UNEF sont issus de l'éclatement intervenu dans les soubresauts de l'après mai 1968. En mars 1969, la tendance des étudiants communistes fonde l'UNEF-Renouveau, devenue UNEF-Solidarité étudiant (SE) en 1983, à laquelle se joignent des socialistes proches de Jean-Pierre Chevènement. De son côté, l'UNEF, alors dirigée par le PSU, ne survit pas aux querelles intestines de l'extrême gauche. En 1980, à Nanterre, est créée l'UNEF-Indépendante et démocratique (UNEF-ID) qui regroupera, par la suite, les courants de la gauche non communiste. L'UNEF-ID a obtenu près de 40 % des voix aux élections générales des oeuvres universitaires en 1998. L'UNEF (ex-SE), qui a repris le label d'origine, présidée par Karine Delpas, a recueilli 12,2 % des voix.